

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE BOGOTÁ

N°39 – 30 septembre 2021.

En bref

Les pays de la région doivent se concentrer sur la création d'emplois pour les femmes à la suite de la crise de l'inégalité des sexes, accentuée par la pandémie de Covid-19, a déclaré mercredi la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) lors d'une conférence sur le sujet. *"Les femmes sont surreprésentées dans le chômage, l'informalité, la pauvreté, le travail domestique"* a déclaré Raúl García-Buchaca, secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC pour l'administration et l'analyse des programmes. *"Nous sommes confrontés à un paradoxe de la reprise, même s'il y a une augmentation de 2,2 points de pourcentage du taux d'activité des femmes, les projections pour 2021 estiment que seuls les hommes retrouveront les niveaux d'avant la crise, tandis que les femmes atteindront à peine le taux d'activité de 2008, qui était de 49,1 %"*, a-t-elle ajouté. À la suite de la réunion, la CEPALC a publié une étude dans laquelle elle exhorte les pays de la région à accélérer le mouvement vers la justice économique, climatique et de genre, en donnant la priorité à la protection de la planète et à la durabilité.

LE CHIFFRE À RETENIR

49,1 %

C'est le taux d'activité des femmes en Amérique latine en 2008 qu'elles pourraient à peine retrouver cette année (CEPALC).

BOLIVIE

La compagnie publique « Mi Teleférico » cherche à couvrir un déficit de 6,8 MUSD avec l'aide de l'État.

La société « Mi Teleférico », qui gère notamment le réseau de téléphériques de La Paz et El Alto, a déclaré le mois dernier un déficit de 6,8 MUSD, consécutif à une chute de ses revenus de 55 % en 2020. L'entreprise a annoncé qu'elle se tournerait vers le futur Fonds d'affectation spéciale que l'État va créer afin de soutenir les compagnies publiques en déficit (en 2019, 9 entreprises publiques enregistraient un déficit de 69 MUSD). En effet, plusieurs d'entre elles rencontrent des difficultés financières, notamment dans les secteurs de la production

sucrière, du textile ou encore des hydrocarbures. « Mi Teleférico » a pour sa part déjà préparé un plan de restructuration, qui devrait donner lieu à une réduction de ses effectifs. Construit par l'autrichien Doppelmayr sous l'ère Morales dans les années 2010, le réseau de téléphériques de la capitale a nécessité un investissement de l'ordre de 20 à 25 MUSD par km, pour un investissement total de 750 MUSD. Le directeur général Sergio Choque a annoncé que des audits allaient être réalisés afin de déterminer les éventuelles responsabilités légales liées à ce déficit.

Les réserves de change ont reculé de 10 % sur 7 mois en raison du déficit commercial, mais elles se rétablissent.



La Chambre Nationale de l'Industrie bolivienne (CNI) a annoncé que la Bolivie avait enregistré une baisse de 533 MUSD de ses réserves internationales nettes (RIN), au cours des 7 premiers mois de l'année 2021. À la fin juillet, les RIN s'élevaient à 4,7 Mds USD. Sur les 7 premiers mois 2021, les réserves en dollars ont diminué de 447 MUSD (-18.7%). Selon la CNI, la baisse des RIN s'est produite en raison du déficit de la balance commerciale bolivienne. Néanmoins, si les premiers mois étaient déficitaires, la balance commerciale s'est depuis rétablie et a même affiché un excédent de 1 Md USD sur le premier semestre 2021 (essentiellement grâce aux flux de juillet), le premier sur cette période depuis 2014. Enfin, la Banque centrale a informé que les RIN dépassent à nouveau les 5 Mds USD depuis août, la tendance étant à la hausse en raison d'un environnement international plus favorable.

COLOMBIE

La banque centrale de Colombie relève son taux d'intérêt à 2 %.

Le conseil d'administration de la Banque centrale de Colombie a augmenté le taux d'intérêt de référence de 25 points de base pour le porter à 2 % aujourd'hui, sa première modification des coûts d'emprunt en un an, alors qu'elle cherche à contrôler l'inflation. La Banque a également revu à la hausse ses prévisions de PIB et d'inflation pour l'année, portant les prévisions de croissance à 8,6 % contre 7,5 % et celles d'inflation à 4,5 % contre 4,1 % précédemment. Une augmentation notable des prix à la consommation au cours des derniers mois a été la principale motivation pour relever le taux, après que l'inflation sur 12 mois a atteint 4,44 %

en août, bien au-dessus de la fourchette cible de 2 % à 4 %.

Le taux de chômage atteint 12,3 % en août.

Le Département administratif national des statistiques (DANE) a indiqué que 3,05 M de personnes étaient au chômage en août 2021, ce qui porte le taux de chômage à 12,3 %. Ce chiffre est inférieur de 4,4 points de pourcentage à celui enregistré en août 2020, où le taux était de 16,8 %. En ce sens, un total de 914.000 personnes est sorti du chômage par rapport à 2020. Cependant, si l'on compare les résultats avec ceux de 2019, les chiffres rapportés par le DANE ont montré une augmentation du taux, puisqu'il est passé de 10,8 % à 12,3 %. Au total, on compte 375.000 chômeurs de plus qu'en août 2019, de sorte que le pays n'a pas encore retrouvé ses niveaux pré-pandémie. Par sexe, le DANE a annoncé que 524.000 hommes sont sortis du chômage au cours des 12 derniers mois, contre seulement 390.000 femmes. Les secteurs dans lesquels la reprise de l'emploi a été la plus forte par rapport à août 2020 sont le commerce et la réparation de véhicules, les activités professionnelles, scientifiques et techniques, l'hébergement et la restauration, ainsi que le transport et l'entreposage.

A ce jour, 40M de doses anti-Covid 19 ont été administrées dans le pays.

Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a indiqué qu'à la date du mardi 28 septembre, un total de 40,16 M de vaccins contre le covid-19 ont été administrés dans le pays. Au total, 16,8 M de Colombiens bénéficient désormais d'un calendrier de vaccination complet (33 % de la population). Au cours des



dernières heures, 384.104 doses ont été administrées. Toujours selon le ministère, 23,35 M de Colombiens ont déjà été vaccinés avec la première dose, 13,97 M avec la deuxième dose et 2,83 M avec la dose unique Janssen. Bogotá est en tête de la vaccination en Colombie avec 7,3 M de doses appliquées, Antioquia en compte 5,8 M, Valle del Cauca 3,3 M, Cundinamarca 2,4 M et Santander 1,9 M.

EQUATEUR

Le conseil d'administration approuve le décaissement de 800 MUSD.

Le conseil d'administration du FMI a approuvé l'accord technique au titre de la seconde et de la troisième revues du programme en place avec l'Equateur, qui permettra le décaissement de 800 MUSD dans les prochaines semaines. L'Equateur a tenu la quasi-totalité de ses engagements, sauf en ce qui concerne le niveau des réserves bancaires du secteur public non financier. L'Equateur a bénéficié d'une conjoncture favorable qui a lui permet d'obtenir des résultats budgétaires meilleurs qu'attendus.

Le Parlement rejette la loi « Creando oportunidades ».

La « Ley organica Creando Oportunidades » présentée par le Président Lasso à l'Assemblée nationale avec un caractère d'urgent (l'AN doit se prononcer dans les 30 jours) a été rejetée par le Parlement. Ce projet de loi qui décrit la politique économique du gouvernement, comporte 4 volets principaux : (i) la simplification du système fiscal avec l'élimination de certaines taxes et un régime simplifié pour les PME ; (ii) la

progressivité fiscale avec l'élimination des exemptions fiscales, un impôt sur le patrimoine aux personnes physiques et aux entreprises uniquement en 2022 et 2023, et l'élargissement de l'assiette de contribuables ; (iii) un code du travail « parallèle » qui autorise de nouvelles embauches dans des conditions plus flexibles et (iv) une meilleure attractivité des investissements avec des réformes à la loi minière, à la loi des hydrocarbures et à celle de l'électricité, afin de permettre le développement de ces secteurs.

PEROU

Le PM agite la menace d'une nationalisation pour pousser Camisea à renégocier le partage des bénéfices de l'exploitation du gaz.

Dans un message sur Twitter le 26 septembre dernier, le Premier ministre Guido Bellido a enjoint le consortium Camisea à « *renégocier le partage des bénéfices* » de cette importante exploitation gazière située près de Cusco, sans quoi le gouvernement opterait pour « *la récupération ou la nationalisation* » des gisements. Mené par l'argentin Pluspetrol et composé de l'américain Hunt Oil, le coréen SK, l'argentin Tecpetrol, l'algérien Sonatrach et l'espagnol Repsol, ce consortium a investi 7 Mds USD et exploite depuis 2004 les lots 88 et 56 de Camisea, destinés respectivement au marché intérieur et à l'exportation, sur la base de contrats de concession sur 40 ans. Il n'est en revanche pas impliqué dans les activités de transport, de distribution et d'exportation des hydrocarbures, concédées à d'autres consortiums d'acteurs privés. Si le Président Castillo a souligné que toute renégociation se ferait dans le respect de « l'État de droit », la



déclaration de son Premier ministre a suscité une cascade de réactions négatives, et vient contredire les messages d'apaisement délivrés aux milieux d'affaires lors du déplacement présidentiel en Amérique du Nord (réunions CELAC, OEA et AGNU). Alors qu'une renégociation ou une nationalisation ne relèvent pas directement de l'exécutif (elles concernent la compagnie publique Perúpetro et le Congrès, respectivement), les marchés se montrent fébriles: le taux de change flirtait jeudi avec le niveau record de 4,14 soles pour un dollar. Le consortium Camisea a publié quant à lui un communiqué mercredi, rappelant notamment que l'Etat péruvien percevait déjà 67 % de ses bénéfices sous forme d'impôts, royalties et taxes diverses, soit environ 40 Mds PEN depuis le début de l'exploitation.

Pedro Castillo a tenté de rassurer les investisseurs lors de son 1^{er} déplacement en Amérique du Nord.

Mardi 21 septembre, le Président Castillo a clôturé sa première tournée internationale au Mexique et aux Etats-Unis, au cours de laquelle il a participé aux sommets de la CELAC et de l'OEA ainsi qu'à l'AG de l'ONU. Lors d'une réunion avec des entrepreneurs péruviens et américains à Washington, il a invité ces derniers à investir « sans peur » au Pérou, vantant un cadre juridique stable. Il a également souhaité des investissements privés respectueux des travailleurs, du cadre fiscal et exempts de toute corruption. Accompagné par ses ministres Pedro Francke (MEF), Oscar Maurtua (MRE) et Roberto Sanchez (Mincetur), M. Castillo a rencontré le président de la Banque mondiale - pour évoquer notamment le sujet d'une réforme fiscale -, ainsi que les dirigeants de la BID et du FMI.

VENEZUELA

La pauvreté au Venezuela s'élève à 94,5% et l'extrême pauvreté atteint 76,6%.

Selon l'enquête sur les conditions de vie (Encovi) réalisée par l'Université catholique Andrés Bello (UCAB), 94,5 % des Vénézuéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté (stable) et 76,6 % des Vénézuéliens vivent sous le seuil d'extrême pauvreté (contre 67,7 % lors de la parution de l'étude 2019/2020). Le rapport attribue cette hausse à la fois à la pandémie de Covid-19 et aux pénuries chroniques de carburant, qui, selon au moins 20 % des personnes interrogées, les empêchent de mettre de l'essence dans leur voiture, ce qui constitue un obstacle majeur à l'emploi. En ce qui concerne les inégalités, le rapport explique que si "tous les revenus des ménages étaient répartis de manière égale entre les familles, le revenu moyen par habitant serait de 30 USD par Vénézuélien et par mois, soit un dollar par personne et par jour [...] Dans ce scénario imaginaire d'égalité absolue, nous serions tous pauvres selon le seuil de pauvreté international de 1,9 USD par personne et par jour ».

La société vénézuélienne Monomeros dépose le bilan.

Le producteur d'engrais en difficulté Monómeros Colombo-Venezolanos, filiale colombienne de la société d'Etat vénézuélienne Pequiven, a demandé la protection de la loi sur les faillites à la suite d'une intervention réglementaire. L'autorité colombienne de régulation des entreprises, SuperSociedades, devrait accepter la société dans le processus de réorganisation qui conduirait à un "plan de sauvetage accéléré".



L'entreprise stratégique fournit environ 40 % du marché colombien. La société Monómeros, dont le siège est à Barranquilla, a connu de graves difficultés financières, principalement en raison du manque d'accès au crédit de la part de banques colombiennes et étrangères qui craignent de violer les sanctions américaines contre le Venezuela, et ce malgré une autorisation de l'Office of Foreign Assets Control (Ofac) du Trésor américain.

L'Union européenne va envoyer une mission pour observer les élections de novembre au Venezuela.

Le chef de la diplomatie européenne Joseph Borrell, qui négocie depuis des semaines avec les autorités vénézuéliennes sur les conditions et les modalités du déploiement des observateurs, a donné son feu vert à la mission après avoir reçu des assurances de Caracas sur l'accès et la portée de la mission. L'UE avait déjà déployé une mission exploratoire durant l'été afin d'étudier la faisabilité de l'envoi d'observateurs pour le mois de novembre. Dans un communiqué, la diplomatie européenne a confirmé que la socialiste portugaise, Isabel Santos, dirigera la mission, qui sera composée d'une première équipe de 11 experts électoraux qui se rendront à Caracas en octobre. Par la suite, 62 autres observateurs techniques à long terme seront ajoutés, plus une trentaine d'autres à l'approche de la date des élections.

Dossier du mois : L'évolution du portefeuille de prêts non performants (Non performing loans ; NPL) dans la zone andine depuis le début de la pandémie.

En Bolivie, à partir d'avril et jusqu'en décembre 2020, le pays a mis en place un report automatique du paiement de tous les crédits (pouvant atteindre 6 mois maximum). En janvier

2021, le gouvernement a autorisé le rééchelonnement des crédits différés en 2020, ainsi qu'un report supplémentaire de 6 mois. En 2020, les crédits différés représentaient 10 % du



portefeuille des entités financières et les profits enregistrés par ces derniers affichaient une forte chute affectant par ailleurs leurs profits (-58 % par rapport à 2019). En juin de cette année, la part des crédits différés s'élevait à 7,4 % du portefeuille total. Enfin, le taux de prêts non-performants (faisant objet d'un retard supérieur ou égal à 30 jours) représentait en juin 2021, 1,7% du portefeuille des entités financières. Ce taux était plus élevé pour les institutions s'adressant aux PME (3,4%), les coopératives d'épargne et crédit (2,8%) et pour la banque publique Banco Union (2.1%).

En Colombie, le portefeuille de prêts non performants (l'emprunteur n'a pas honoré ses échéances depuis au moins 30 jours) a atteint 5,9 Mds USD en octobre 2020, en hausse de 383 MUSD par rapport à septembre et de 15,6 % sur un an, affichant sur l'année deux mois consécutifs de croissance à deux chiffres (+11,8 % en septembre, en glissement annuel). Dans ce contexte, les bénéfices des 58 établissements supervisés par la Surintendance financière ont plongé de 52,8 % en octobre (g.a). A la fin 2020, le portefeuille des NPL atteint 5,04 % du portefeuille réel (+0,52 point par rapport à la fin 2019) et jusqu'à 5,2 % à son pic en janvier 2021. Pour faire face à la détérioration du profil de crédit colombien, le gouvernement a mis en place des mesures d'allègement contenues dans le *Programme de soutien aux débiteurs* (PAD) qui ont servi à soutenir plus de 2,2 M de personnes physiques et morales, de sorte que, au 11 août, elles ont obtenu une réduction moyenne de 28,6 % de leurs obligations. En outre, le PAD a réduit le taux d'intérêt moyen de 2,13 points de pourcentage, allongé la durée moyenne de 29 mois et accordé de nouveaux délais de grâce ou d'extension de sept mois en moyenne aux bénéficiaires. En juillet cette année, la Surintendance financière estime que la qualité du crédit s'est légèrement améliorée: le solde

des NPL atteint 5,6 Mds USD (cependant en hausse de 17,6 % sur un an, soit 11 mois consécutifs de croissance à deux chiffres) et la part des NPL dans les prêts totaux est retombée à 4,6 % (-0,8 pp). Malgré ces chiffres encourageants, les effets de la pandémie se font encore sentir: au cours du premier semestre 2021, 615 entreprises ont déposé auprès de la Surintendance des entreprises une demande d'entrée dans le processus d'insolvabilité, ce chiffre dépassant de 36 % le nombre de demandes déposées au cours de la même période en 2020. Selon l'Association des banques du privée, bien que le PAD a pris fin en août dernier, «une normalisation du portefeuille» est désormais attendue.

En Equateur, la loi humanitaire a permis le refinancement des crédits et le report des échéances de paiements pendant 6 mois, à des conditions préférentielles. Grâce à cette loi, le taux des crédits non performants s'est maintenu aux niveaux habituels (entre 2,5 % et 3 %). Néanmoins, à partir de septembre 2020, le taux de crédits non performants a atteint un pic de 4,1 %, contraignant les banques à réaliser de nouveaux refinancements de dettes. Dans le contexte de reprise progressive de l'activité, les taux de crédits non performants sont revenus aux niveaux habituels (2,67 % en décembre 2020 et 2,63 % en juillet 2021). Aujourd'hui, les taux de crédits non performants les plus élevés sont les crédits pour financer l'éducation (6,4 % en juillet 2021 contre 3,22 % en juillet 2019) et le logement (3,84 % en juillet 2021 contre 3,08 % en juillet 2019).

Au Pérou, à compter d'octobre 2020 et jusque mars 2021, le pays a ouvert la possibilité d'un report de 6 à 36 mois du paiement des crédits garantis par l'Etat, pour tous les particuliers et les PME qui en feraient la demande. Par ailleurs, un report d'un an des crédits des programmes



Reactiva Peru (dont le remboursement du principal et des intérêts démarrait en mai 2021) et de FAE-MYPE, est possible et peut être sollicité depuis avril et juin 2021 respectivement. A ce jour, 88.000 bénéficiaires de Reactiva Peru (16,4 M PEN soit 24 % du montant octroyé) et 1644 bénéficiaires de FAE-MYPE (soit 5,9 M PEN) ont obtenu le report de leurs crédits. Par ailleurs, à juin 2021, les crédits ayant fait objet d'un report représentaient 13% du portefeuille des entités financières (-61 % par rapport à juin 2020). Les grandes banques (BCP, BBVA, Scotiabank et Interbank) reportaient le plus bas niveau (11 %) tandis que le plus élevé (22%) était celui des Entités Spécialisées dans le crédit aux PME (ES PME ; notamment les « *Cajas municipales* »). Enfin, les ES PME et les Entités Spécialisées dans la Consommation (comme Ripley, Falabella...) affichent le taux le plus élevé de crédits non-performants dans leurs portefeuilles (5,8% et 5.4% respectivement pour des retards de 90 jours ou plus) ; 3,4 % pour l'intégralité du système financier (2,8 % à juin 2020, 2,62% à juin 2019).

Les graphiques de la semaine :

Bilan épidémiologique de la région au 30 septembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1 ^{ère} dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	495 612	41 772	18 603	1 568	4,15 M	9,7 %	3 M	25%
Equateur	505 628	28 144	32 491	1 809	10,7 M	6%	9,6 M	54%
Colombie	4 934 568	95 750	125 753	2 440	8,8 M	17%	15,8 M	31%
Pérou	2 163 312	64 529	198 860	5 932	3,3 M	10%	8,8 M	27%
Venezuela	350 795	12 379	4 245	150	6,8 M	8,9 %	4,2 M	15%
Am. du sud	37 310 296	n.d	1 143 697	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.7	5.5	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-8.2	5.1	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-7.5	2.5	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	43.3	16.3	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-11.1	8.4	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.4	0.6	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-30	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-9.9	5.8	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-5.8	6.1	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.2	5	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

